

Solidaires

Jeunesse et Sports

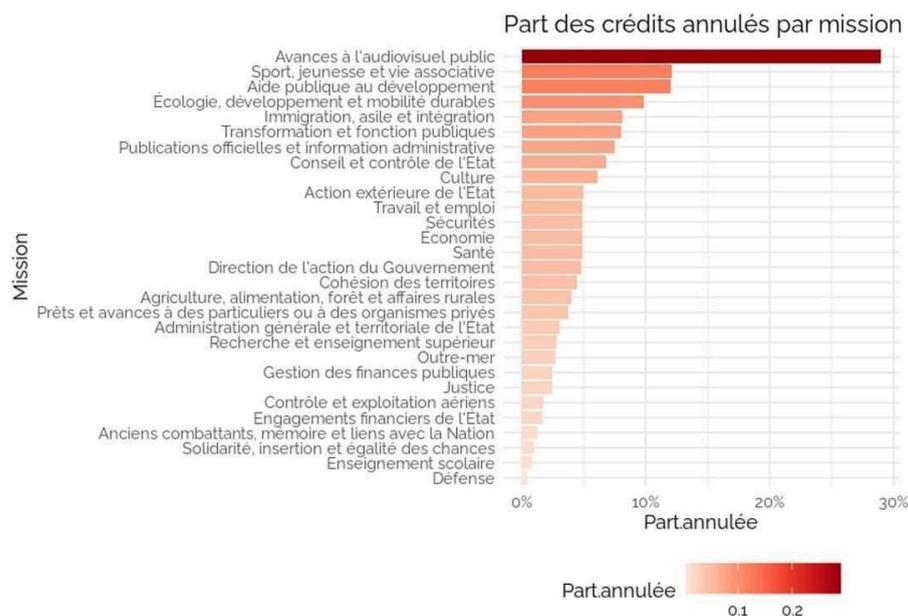
Paris, le 04 mars 2024,

Communiqué de presse

LOIN DES DISCOURS ÉDULCORÉS, LE SACCAGE DU SERVICE PUBLIC JEUNESSE ET SPORTS SE POURSUIT

L'annonce de la suppression de plus de 180 millions d'euros de crédits Jeunesse, Education Populaire, Vie Associative et Sports via le décret n°2024-124 du 21 février 2024 portant annulation de crédits (129 486 245 sur le BOP 163 et 50 514 872 sur le BOP 219) est tout à fait scandaleuse !

Par cette annonce, **c'est à nouveau les politiques sociales, éducatives et écologiques qui sont ouvertement attaquées** puisque c'est sur elles que reposent les plus gros efforts.



Julien Gossa, Camille Nous - CPESR LO 2.0 cpesr.fr
Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049180270>

Avec ce gouvernement déconnecté et autoritaire, il y a matière à s'inquiéter de la traduction concrète de ces annonces qui pourrait passer par une nouvelle réduction des personnel.le.s via le non remplacement de postes pourvus ou l'abandon de postes

vacants. Les personnel.le.s sont déjà à bout à cause des cruels manques de moyens humains et d'une destruction de la nature de nos métiers. **Rappelons qu'en moins de quinze ans, les effectifs du service public jeunesse et sports ont été quasiment divisés par deux, passant de 8500 en 2010, à 5400 en 2022.** Cette annonce semble faire fi de cette situation.

S'attaquer au service public Jeunesse et Sports, c'est aussi **viser en son cœur des milliers de collectivités, 1,5 million d'associations, près de 2 millions de salarié.e.s associatif.ve.s, 13 millions de bénévoles, 18 millions de licenciés dans les fédérations sportives !**

L'année des JOP 2024, cette réduction drastique confirme la vision élitiste et privative du sport et des activités physiques en ignorant son service public et en limitant une nouvelle fois ses moyens.

Tous ces choix renforcent l'inégal accès aux pratiques éducatives, sportives, culturelles et conduisent à précariser les habitant.e.s, en particulier les jeunes, des territoires ruraux et des quartiers populaires. Le traitement répressif des révoltes survenues l'été dernier lors du meurtre de Nahel par la police française, est l'un des signes du modèle politique autoritaire choisi par ce gouvernement, aux antipodes de tout ce que l'éducation populaire développe au quotidien dans les territoires et quartiers.

Cette annonce est la traduction concrète de la politique souhaitée par le gouvernement : faire un paradis pour riches et continuer les politiques qui appauvrissent et précarisent le reste de la population. Tout cela accompagné de politiques réactionnaires et autoritaires.

Des pistes et des solutions d'économie existent pourtant, il faut pour cela **remettre en cause les choix fiscaux à l'avantage des plus riches et, dans le champ de la jeunesse des sports et de la vie associative, renoncer définitivement aux dispositifs réactionnaires comme le SNU**, qui permettra, à lui seul, d'économiser plus de 160 000 000 millions d'euros en 2024.

Il est urgent de réinventer le service public JS. Une première pétition intitulée "JS Debout" avait réuni plus de 3 000 signataires en 2021.

Il devient vital de se réunir et allier nos forces pour préserver et reconstruire notre bien commun que devrait être le service public jeunesse et sports pour toutes et tous.

Des remarques, questions, idées ?

Contactez-nous : solidairesjs@net-c.com - 06 86 63 17 91